

N° 18 – 5 mai 2022.

### En bref

L'OCDE remarque des avancées encourageantes en matière de transparence fiscale en Amérique Latine dans la 2<sup>ème</sup> édition de son rapport « Transparence fiscale en Amérique latine », publiée mardi 3 mai. L'OCDE note que 13 des 16 pays liés à la Déclaration de Punta del Este (parmi lesquels la Colombie) considèrent l'échange d'informations comme une priorité haute. Selon le rapport, les demandes d'échange de renseignements ont augmenté de 103% par rapport à 2020 dans la région, passant de 319 demandes à 649. Le rapport indique également que l'échange d'informations représente une source considérable de revenus additionnels : entre 2009 et 2021, 25,7 Mds EUR additionnels ont été identifiés via les programmes de divulgation volontaires, avant les premiers échanges automatiques d'informations et enquêtes off-shore. En particulier, les échanges de renseignements sur requête rapportent à eux seuls 3,6 Mds EUR de revenus fiscaux supplémentaires en Amérique Latine et pour la seule année 2021, les échanges automatiques d'informations ont permis d'identifier et de récupérer 10 M EUR.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 25,7 MDS EUROS.

C'est le montant de revenus additionnels générés par les échanges de renseignements en matière fiscale en Amérique Latine entre 2009 et 2021.

## BOLIVIE

### La Bolivie maintient l'inflation sous contrôle malgré le contexte régional et mondial.

L'inflation sur 12 mois en Bolivie a atteint 0,77% en mars en g.a., un des niveaux les plus bas de la région, et ce malgré le contexte international d'inflation élevée qui impacte fortement l'Amérique latine. L'un des facteurs explicatifs est le régime de change fixe mis en place en Bolivie depuis 2011, qui favorise la stabilité des prix des importations et octroie une marge de manœuvre budgétaire pour maintenir des subventions directes aux ménages (hydrocarbures, énergie, gaz, eau et certains aliments de base). En effet, le prix des importations, provenant essentiellement des

pays voisins, a même diminué en raison des dévaluations des devises de ces pays. Par ailleurs, la hausse des prix des carburants est absorbée par l'État qui maintient les subventions pour les consommateurs. Le haut degré d'informalité de l'économie bolivienne joue également : la contrebande évite la pénurie de biens et une envolée des prix tandis que le chômage reste bas grâce à la flexibilité de l'emploi informel. Toutefois, il est peu probable que cette approche se maintienne longtemps, compte tenu de la faiblesse des réserves internationales et de la dégradation progressive des dépenses publiques. Le recours à l'endettement afin de faire face à des dépenses courantes élevées peut par ailleurs faire pression sur l'inflation et le taux de change.

## COLOMBIE

### La Banque Centrale a relevé son taux directeur et table sur une inflation de 7,1% pour 2022.

La Banque centrale a augmenté son taux directeur de 100 pb, à 6% et a publié ses estimations concernant l'inflation, qui devrait atteindre 7,1% à la fin de l'année. Les prix des aliments devraient rester élevés jusqu'à la fin du premier semestre pour ensuite se stabiliser. La Banque centrale prévoit que l'inflation diminuera en 2023 pour se situer à 4,8%. Les prévisions d'inflation ont augmenté et se situent au-dessus de la cible en raison de la guerre russo-ukrainienne qui a mis sous pression les prix internationaux des denrées agricoles, de l'énergie et du pétrole. La Banque a également relevé ses prévisions de croissance pour 2022, qu'elle situe désormais à 5%, contre 4,7% précédemment.

### Plus de 70% de la population colombienne continue de vivre avec un revenu mensuel inférieur au salaire minimum.

Selon le DANE, 39,3% des habitants vivent en situation de pauvreté (avec moins de 354 031 COP par mois), auxquels s'ajoutent 31% de personnes en situation de vulnérabilité (vivant avec moins de 690 524 COP par mois). Ainsi, plus de 70% de la population colombienne vit avec moins d'un salaire minimum (fixé à 1 M de COP pour 2022) par mois. En 2021, 26,9% de la population appartenait à la classe moyenne (revenus mensuels situés entre 690 524 COP et 3,7 M COP), avec un revenu moyen de 1,6 M COP. Après avoir connu une contraction en 2020 (de

28,6% à 25,3%), la classe moyenne augmente en 2021 pour se rapprocher de son niveau de 2019.

### Les exportations colombiennes augmentent de 45,2% au premier trimestre 2022.

Entre janvier et mars 2022 les exportations de la Colombie ont atteint près de 13 Mds USD, contre un peu moins de 9 Mds USD sur la même période l'année dernière. Les ventes de combustibles ont augmenté de 71,9% (de près de 4 Mds USD l'année dernière à près de 6,9 Mds USD cette année) et représentent 32,1% des exportations colombiennes. En 2<sup>ème</sup> position, l'industrie manufacturière enregistre une hausse de 28% (de 1,9 Mds USD au T1 2021 à près de 2,5 Mds USD au T1 2022) et compte pour 6,1% des exportations totales. Les ventes de produits agricoles et agroalimentaires ont augmenté de 27,8% (de 2,3 Mds USD à près de 3 Mds USD) et occupent la 3<sup>ème</sup> position. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, les Etats-Unis sont le premier client de la Colombie (24,5% de la valeur totale exportée, pour un montant de près de 3,2 Mds USD, en augmentation de 25,2% par rapport au T1 de 2021 en raison de la hausse des ventes de pétrole), suivi par le Panama (13,1%, en augmentation de 342,5% à 1,7 Mds USD en raison des ventes de brut également), l'Inde (6,7%), la Chine (5%), le Brésil (4,6%), la Turquie (3,7%) et l'Equateur (3,6%).

### Inauguration du chantier de Puerto Antioquia.

Le lancement officiel du chantier a eu lieu le samedi 23 avril, en présence du Président de la République de Colombie, Iván Duque Márquez, de la Ministre des Transports Ángela María Orozco et du Ministre de l'intérieur et Gouverneur ad hoc d'Antioquia, Daniel Palacios.

Trois années de travaux seront nécessaires avant l'inauguration du port, prévue en 2025. Le démarrage des travaux du terminal est devenu l'une des priorités nationales (développement d'une région victime du conflit interne et du désengagement de l'Etat et implication des communautés). L'investissement total s'élève à 774 MUSD (dont près de 45% portés par Eiffage et CMA/CGM) et prévoit la construction de 1 330 mètres de linéaire de quais offshore pouvant accueillir jusqu'à cinq porte-conteneurs et reliés par un viaduc de 4 km à un terminal terrestre. Sept millions de tonnes de marchandises transiteront par ce port chaque année. Plus grand terminal de fret réfrigéré du pays, il permettra de réduire les temps et coûts de parcours vers les Etats-Unis et l'Europe ainsi que les transports routiers dans l'hinterland colombien, de -25 à -40% en temps et en distance vers Medellin, Cali ou Bogotá par rapport à Carthagène ou Barranquilla. Ce projet doit générer 17 000 emplois (dont 1 900 directs).

## ÉQUATEUR

### Augmentation des arriérés.

Malgré la hausse des prix du pétrole et le niveau record du prélèvement d'impôts en avril 2022 (2 Mds USD soit une augmentation de 54% en interannuel), les arriérés de l'Etat ont atteint 1,3 Mds USD entre janvier et avril 2022, en augmentation de 16% en interannuel. Il s'agit de dettes vis-à-vis de la sécurité sociale (867 MUSD), des municipalités (386 MUSD) et des fournisseurs de l'Etat (56 MUSD). Ces arriérés s'expliquent par le paiement prioritaire des dettes passées (cumulées depuis 2016) et la volonté de maintenir les indicateurs de liquidité à des niveaux compatibles avec le programme du FMI en cours.

### Légère hausse de la production de pétrole de Petroecuador.

Petroecuador a augmenté sa production pétrolière de 3 362 barils par jour avec la mise à niveau du bloc Shushufindi, un des plus performants et possédant le plus de réserves en Equateur. La production journalière de Petroecuador s'établit actuellement à 389 229 barils par jour, dont 85 826 en provenance de Shushufindi. L'objectif de Petroecuador est d'atteindre une production de 495 000 barils/jour d'ici la fin de l'année. Le 3 mai, la production pétrolière de l'Equateur atteint 498 694 barils/jour.

## GUYANA

### ExxonMobil a annoncé 3 nouvelles découvertes.

Ces nouvelles découvertes de pétrole dans le bloc de Stabroek portent l'estimation des réserves de pétroles guyanaises à 11 Mds de barils. L'entreprise américaine a 4 projets en cours au large du Guyana. La phase 1 de Liza produit près de 130 000 bj, la phase 2 de Liza qui a débuté la production en février augmente la production et atteindra sa capacité maximale de 220 000 bj. Le 3<sup>ème</sup> projet, Payara, devrait produire 220 000 bj et le 4<sup>ème</sup> projet, Yellowtail, devrait produire 250 000 bj en 2025. Ces 4 projets représentent une production potentielle de 1,2 M bj à l'horizon 2027.

### Le Guyana cherche à développer son industrie pétrolière.

Le Guyana envisage de proposer des zones d'exploration pétrolière en dehors des blocs attribués à Exxon dans le cadre d'un appel d'offres concurrentiel, une procédure qui pourrait être menée en parallèle à la création d'une compagnie pétrolière nationale. Si une telle société était créée, elle chercherait plutôt des partenaires pour explorer et développer de nouvelles zones. Une décision sur la façon d'attribuer les blocs (dont un situé à proximité du Suriname – le Bloc C) est attendue pour septembre. Dans un contexte de hausse du prix du pétrole, le pays étudie également sérieusement une vingtaine de propositions de construction d'une raffinerie qui pourrait traiter 20 000 bj de brut en phase 1.

## PÉROU

### L'inflation atteint son niveau le plus élevé en 10 ans.

La variation de l'IPC sur 12 mois en g.a. a atteint en avril 8,62% au niveau national (7,45% en mars) et 7,96% à Lima. Ainsi, l'inflation à Lima atteint ses niveaux de 1997 tandis qu'au niveau national elle atteint son pic depuis 2012. Par ailleurs, l'inflation (qui impacte davantage l'intérieur du pays) dépasse la moyenne nationale dans 22 des 26 villes mesurées et 15 villes ont même une inflation à deux chiffres. Cette envolée s'explique par la hausse des prix mondiaux des carburants et des denrées alimentaires, notamment liée à l'invasion de l'Ukraine. On constate des hausses de l'IPC sur 12 mois de 15% pour le pain et céréales, 13,5% pour la viande et 14% pour le lait, le fromage et les œufs. Le Pérou étant confronté à une pénurie de fertilisants (habituellement importés de Russie), l'inflation alimentaire risque de s'aggraver dans les prochains mois.

## Le Congrès approuve un 6<sup>ème</sup> retrait des fonds de retraite (AFP).

Ce nouveau retrait pouvant atteindre 18 400 PEN (4 880 USD) pourra se faire en 3 échéances. Avec 107 voix pour sur un total de 130, le projet de loi a été approuvé par le Congrès mais doit encore être ratifié par l'exécutif. Or, de nombreuses institutions majeures ont émis un avis défavorable, notamment le MEF, la Banque centrale (BCRP) et la SBS, l'organisme régulateur des AFP. Des conséquences négatives à court et long terme sont en effet à craindre : la disparition des fonds de retraite pour une partie de la population (2,3 M d'affiliés n'ont plus de fonds, ce chiffre pourrait monter à 7 millions après ce 6<sup>e</sup> retrait), une hausse de l'inflation liée à cet afflux de liquidité, ainsi qu'un renchérissement du crédit du fait d'une moindre liquidité du système financier (normalement alimenté par les AFP). Cela pourrait pousser la BCRP à relever son taux directeur au-delà de 6% (actuellement à 4,5%) selon la banque BCP. Les 5 retraits approuvés depuis le début de la pandémie ont mené à une sortie de fonds de 17,5 Mds USD (8% du PIB) et ce 6<sup>e</sup> retrait pourrait porter le total à près de 26 Mds USD (11% du PIB).

## Les opérations de la mine Las Bambas demeurent à l'arrêt.

Depuis le 14 avril, les membres des communautés environnantes de Fuerabamba et Huancuire occupent les installations de la mine et réclament que l'entreprise chinoise MMG respecte ses engagements sociaux. Toutefois, cet arrêt de l'activité impacte aussi les 9 000 travailleurs employés directement ou indirectement, lesquels craignent un licenciement collectif. Le syndicat des

travailleurs a déjà organisé des manifestations à Lima. Selon la Société Nationale des mines, du pétrole et de l'énergie (SNMPE), la mise à l'arrêt de Las Bambas (2% de la production mondiale de cuivre, 1% du PIB péruvien) engendre des pertes journalières de 1,4 MUSD en impôts et de 9,2 MUSD en exportations. Les tentatives d'évacuation des forces de l'ordre – qui ont parfois donné lieu à des violences – ont jusqu'à présent échoué. Les communautés engagées dans le conflit réclament la levée de l'État d'urgence en vue de reprendre le dialogue avec le Gouvernement.

## SURINAME

### TRON a annoncé son intention de prospecter les opportunités d'investissements et de promotion de la blockchain au Suriname.

Une délégation du réseau TRON a rencontré le Président Santokhi le jeudi 28 avril, pour lui présenter son écosystème blockchain. TRON est une des plus grandes blockchain au monde avec plus de 90 M d'utilisateurs et héberge la plus grande circulation de stablecoins Tether (cryptomonnaie adossée au USD, réduisant ainsi la volatilité par rapport aux cryptomonnaies non-adossées comme le bitcoin) avec près de 42 Mds USD. Le Président surinamais a chargé le Ministre des Affaires étrangères, du Commerce international et de la Coopération internationale de mettre en place les structures afin de lancer la coopération avec TRON.

## Chevron et Staatsolie étendent leur coopération en signant un nouveau contrat de partage de production.

Ce contrat concerne le Bloc 7, d'une taille de 1867 km<sup>2</sup> se situant à l'ouest de la zone off-shore peu profonde. Chevron, avec une participation de 80%, a obtenu les droits d'exploration, de développement et de production du bloc, tandis que Staatsolie détient les 20% restants via sa filiale Paradise Oil Company N.V (POC). La période d'exploration durera 8 ans, divisée en 3 phases. Le contrat prévoit également que Chevron devra privilégier les matériaux, services et produits des entreprises surinamaises à condition que les critères de prix et de qualité notamment soient remplis.

## Le Suriname va émettre des passeports biométriques.

L'Assemblée Nationale a approuvé la loi autorisant le Suriname à émettre des passeports biométriques. Le gouvernement a indiqué que les données biométriques existantes au sein du Bureau Central pour les Affaires Civiles seraient utilisées pour préparer les nouveaux passeports. Le Président de la Commission des rapporteurs a indiqué qu'avec ce nouveau passeport les voyageurs seront traités plus rapidement. Enfin, il a demandé au gouvernement d'examiner la possibilité de faire produire le passeport localement, après que les législateurs ont noté que le Suriname dépend de la société serbe Vlatacom pour les productions des documents d'identité.

## VENEZUELA

### Le Ministre iranien du pétrole s'est rendu au Venezuela pour conclure des accords énergétiques.

Le Ministre iranien du pétrole Javad Owji, accompagné d'une délégation d'une douzaine de personnes est arrivé à Caracas samedi dernier. Ils ont visité le complexe de raffinage de Paraguana dans l'ouest du pays avec le PDG de PDVSA Asdrubal Chavez. M. Owji a été reçu par son homologue vénézuélien Tareck El Aissami et par Nicolas Maduro à Caracas afin de renforcer les mécanismes de coopération bilatérale et créer des mécanismes afin de contourner les sanctions américaines. Le Venezuela importe notamment des condensats d'Iran, essentiels pour diluer le brut extra-lourd vénézuélien. L'Iran a également envoyé au Venezuela des ingénieurs, des produits raffinés et des pièces de change pour l'industrie pétrolière.

### L'inflation cumulée entre janvier et avril 2022 se chiffre à 22%.

Le Venezuela connaît une baisse significative de l'inflation depuis le début 2022 : tandis qu'elle atteignait 660% l'année dernière, elle se situe à 22% en cumulé cette année et à 3,6% pour le seul mois d'avril, selon l'Observatoire vénézuélien des finances. En interannuel, l'inflation vénézuélienne reste la plus élevée au monde : +172% entre avril 2021 et avril 2022. En avril, le prix du panier alimentaire a atteint un record de 381 USD, soit 31,51% plus cher qu'en avril 2021. Face à ces prix, au moins ¼ des foyers vénézuéliens (qui ne perçoivent que le salaire minimum mensuel de 28 USD) peuvent couvrir moins de 10% de leurs besoins pour une alimentation correcte.

## Les exportations de PDVSA ont chuté de 5% sur les 4 premiers mois de 2022.

Le volume des exportations de PDVSA a atteint 632 295 barils entre janvier et avril 2022, en baisse de 5% par rapport au premier quadrimestre 2021. Les exportations d'avril 2022 sont également en diminution de 8% par rapport au mois précédent dans un contexte de retards continus liés aux capacités insuffisantes pour mettre à niveau le brut de mauvaise qualité. Plus de 70% des envois ont été à destination de la Chine, directement ou via des centres de transbordement (Malaisie).

## Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 4 mai 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu deux doses		Population ayant reçu une 3ème dose	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	905 097	75 647	21 923	1 832	7,2 M	65%	5,9 M	54%	1,3 M	12%
Equateur	869 696	47 960	35 598	1 963	15,1 M	91%	13,9 M	84%	5,8 M	35%
Colombie	6 092 667	117 445	139 797	2 695	53,7 M	100%	35,5 M	73%	11,5 M	24%
Pérou	3 567 171	105 496	212 877	6 296	29,1 M	93%	26,9 M	86%	16 M	51%
Venezuela	522 550	18 472	5 709	202	22,2 M	71%	14,3 M	46%	0,7 M	2%
Am. du sud	56 878 639	n.d	1 294 920	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			En % du PIB		IDH (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.	2022 p.	Compte courant (2022p)	Dette publique brute	2020	Variation sur un an
<b>BOLIVIE</b>	11,9	38,7	-7.7	6,1	3,8	-1,5	59,3	107	+7
<b>COLOMBIE</b>	51,7	282,2	-8.2	10,6	5,8	-3,3	63,8	83	0
<b>EQUATEUR</b>	18,1	93,07	-7.5	4,2	2,9	2,9	n.a	86	-1
<b>GUYANA</b>	0,792	6,8	43.3	19,9	47,2	45,4	36,9	122	-1
<b>PEROU</b>	33,7	188,4	-11.1	13,3	3	-1,5	34,8	79	+3
<b>SURINAME</b>	0,595	2,8	-13.4	-3,5	1,8	-1	122,6	97	+1
<b>VENEZUELA</b>	28,3	n.a	-30	-1,5	1,5	9	300	113	-20
<b>ARGENTINE</b>	45,8	382,7	-9.9	10,2	4,0	0,5	n.a	46	+2
<b>BRESIL</b>	215	1312,6	-4	4,6	0,8	-1,5	68,5	84	-5
<b>CHILI</b>	19,4	245,4	-5.8	11,7	1,5	-1,5	14,6	43	-1
<b>MEXIQUE</b>	131,1	1133,2	-8,2	4,8	2,0	-0,6	56,7	74	0

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2022), PNUD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)